



Le Honduras sévit contre les enseignants, les médecins et les étudiants qui protestent contre la campagne de privatisation

Par [Andrea Lobo](#)

Mondialisation.ca, 06 mai 2019

wsws.org 2 mai 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Depuis le 26 avril, le Honduras est secoué par les grèves et les manifestations croissantes des enseignants, des travailleurs de la santé, des lycéens et des étudiants et de leurs partisans contre la législation qui facilite les coupes budgétaires, les licenciements collectifs et la privatisation de l'enseignement public et du système de santé.

Le gouvernement de Juan Orlando Hernández (connu sous le nom de JOH) - une continuation du régime mis en place par un coup d'État soutenu par les États-Unis en 2009 - a mobilisé la police antiémeute pour réprimer les manifestants avec des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc et la matraque. Des dizaines de manifestants ont été blessés et au moins 10 ont été arrêtés.

Lundi, alors que plus de dix mille travailleurs et jeunes défilaient dans la capitale, Tegucigalpa, un policier en civil, identifié comme étant Jairo Alberto Flores López, a été vu dans des vidéos utilisant une radio et tirant sur des manifestants avec un pistolet tout en courant aux côtés de policiers antiémeutes. L'une des balles a touché la poitrine de José Humberto Duarte, un enseignant de 54 ans, manquant de peu ses organes vitaux.

Les attaques meurtrières constantes des forces armées du régime fantoche américain à Tegucigalpa contre les travailleurs et les jeunes qui luttent pour leurs droits sociaux et démocratiques exposent la farce des «droits de l'homme» que l'impérialisme américain utilise pour ses guerres néocoloniales, ses invasions et ses opérations de changement de régime dans le monde, plus récemment dans ses efforts pour renverser le gouvernement Maduro du Venezuela.



Manifestation du 1er

mai à Tegucigalpa

Les enseignants et les médecins de tout le Honduras ont fait grève le lundi et le mardi et se sont joints aux manifestations du 1er mai le mercredi, jour férié. «À bas la dictature» et «à bas JOH» faisaient partie de leurs slogans.

Les manifestations au Honduras s'inscrivent dans le cadre d'une recrudescence croissante de la lutte des classes sur le continent et à l'échelle internationale contre l'austérité sociale et les attaques contre les emplois, les salaires et les avantages sociaux. Au niveau régional, elles font suite à la grève la plus longue de l'histoire du Costa Rica l'année dernière, également menée par les enseignants, et à des manifestations de masse contre la réduction des retraites au Nicaragua et des manifestations d'étudiants en mars contre la privatisation de l'eau au El Salvador.

María Dilia Paz, une enseignante qui manifestait lundi à Tegucigalpa, a décrit ses conditions à *TeleSur*: «Nous faisons tout notre possible pour joindre les deux bouts. Vous savez

comment est le service d'électricité, et si vous avez un retard d'un jour, ils vous coupent l'électricité. Nos enfants ne mangent parfois pas assez. Ils n'ont pas de casse-croûte parce qu'on n'en a pas.»

Les 65.000 enseignants du pays perçoivent un salaire horaire qui se situe entre 2,70 \$ et 3,80 \$ l'heure de cours.



Affrontements entre les manifestants et la police à Tegucigalpa le 1er mai (@daviddelapaz)

Des milliers de personnes se sont jointes aux marches et aux barrages routiers dans d'autres grandes villes, du nord de San Pedro Sula et La Ceiba à Comayagua et Choluteca dans le sud. Lundi, des manifestants ont bloqué la frontière avec le Nicaragua à Guasaule et ont été violemment dispersés par la police hondurienne.

Trois bâtiments gouvernementaux, dont l'hôtel de ville et une pharmacie, ont été incendiés lundi dans la capitale, par des manifestants, et le siège du parti au pouvoir a été endommagé mercredi.

Les représentants du gouvernement et les médias institutionnels ont affirmé que les réformes structurelles – dont le libellé était vague quant à la possibilité pour les ministères de «réviser le budget et le plan de fonctionnement annuel» – visaient à «économiser» 300 millions de dollars qui seront réinvestis.

Ces garanties sonnent cependant creux pour les travailleurs et les jeunes qui, depuis des années, sont témoins de coupures et de détérioration dans ces services publics vitaux ainsi que du vol pur et simple de fonds par la clique au pouvoir, y compris des centaines de millions de dollars prélevés sur le système de santé pour financer la campagne présidentielle de JOH en 2016.

La Centrale générale des travailleurs (CGT), qui est alignée sur le régime, a ouvertement soutenu les mesures, tandis que le Syndicat des employés de l'enseignement public et l'Association médicale hondurienne s'y sont opposés pour obtenir une place à la table des négociations.

Mardi, les législateurs du Parti national ont annoncé qu'ils suspendraient la ratification finale

des projets de loi pour poursuivre les pourparlers avec les syndicats et les partis d'opposition. En réponse, les syndicats et l'association des médecins ont annulé d'autres grèves.

Les travailleurs reconnaissent que toute négociation avec ce régime fantoche des élites financières américaines et honduriennes ne peut aboutir aux «services publics que les Honduriens méritent», comme le prétendent les syndicats et les responsables gouvernementaux. Les reportages sur les projets de loi ont été accompagnés depuis le 8 avril dans les médias de nouvelles sur les réunions en cours entre le gouvernement et le Fonds monétaire international, qui ont eu lieu à Washington DC et à Tegucigalpa.



Mardi, les enseignants et les élèves défilaient à Tegucigalpa(@HispanTV)

Les médias ont mis en avant un plan de sauvetage impliquant la «restructuration» de la société publique d'électricité ENEE, mais l'objectif principal des discussions avec le FMI a été d'obtenir de nouveaux crédits pour couvrir la dette publique croissante en échange de mesures d'austérité et de privatisations plus sévères.

Mardi, le conseiller du Conseil hondurien pour les entreprises privées (Cohep), Arturo Alvarado, ancien ministre des Finances, a annoncé la conclusion d'un accord. «On nous a expliqué qu'il n'y aura pas d'augmentation d'impôts, dit-il, ce qui s'en vient concerne la gouvernance ou la façon d'améliorer la qualité des dépenses, en particulier dans l'éducation et les soins de santé.»

Tous les partis politiques et les syndicats représentent les intérêts des capitalistes dont les bénéfices dépendent de la capacité du Honduras à attirer les investissements étrangers en tant que plate-forme de main-d'œuvre bon marché avec des impôts et des coûts de sécurité sociale faibles ou inexistantes.

Le groupe de réflexion sur la dette extérieure Fosdeh a calculé que le service de la dette dépassera 45 milliards de lempiras (1,85 milliard de dollars) cette année, dépassant le budget de 39,6 milliards de lempiras (1,6 milliard de dollars) pour les soins de santé, la sécurité sociale et l'éducation réunis. Cela signifierait une augmentation de 33% des décaissements en faveur des vautours financiers internationaux et locaux depuis 2018 et représenterait près du tiers du budget total du gouvernement.

Le Secrétariat aux finances calcule par ailleurs que les exonérations de la taxe

professionnelle, notamment pour les maquiladoras des 24 Zones franches industrielles pour l'exportation (ZFE) du pays, s'élèveront à 37 milliards de lempiras (1,5 milliard de dollars) cette année. Pendant ce temps, le salaire moyen des 132.000 travailleurs qui fabriquent des vêtements, des pièces automobiles et d'autres produits dans les maquiladoras est de 40 \$ par semaine.

En d'autres termes, dans le pays le plus inégal des Amériques, des milliards de dollars sont transférés chaque année de la richesse créée par la classe ouvrière aux élites financières et corporatives par le paiement de dettes et d'exemptions fiscales, alors que plus de 60 pour cent de la population vit dans la pauvreté.

Les zones rurales sont également en proie à une opposition sociale. Le 2 avril, des groupes indigènes Lenca du département de l'Intibucá occidental se sont joints aux agriculteurs de tout le pays pour marcher vers Tegucigalpa pour réclamer la remise de la dette et s'opposer aux saisies de la quasi-faillite de la Banque nationale pour le développement agricole (Banadesa). Des centaines de personnes ont organisé des marches pacifiques et érigé des barrages routiers dans des départements plus ruraux du nord (Colón), du sud (Valle) et de l'est (Olancho) du pays.

La concentration des terres, la construction de barrages, la déforestation et la grave sécheresse ont poussé des milliers de familles paysannes les plus pauvres au bord de la famine et forcé beaucoup d'entre elles à émigrer vers le nord.

L'administration Trump, cependant, intensifie ses attaques contre les immigrants pour cultiver sa base fasciste, y compris la militarisation de la frontière, l'érosion illégale des droits d'asile, les menaces visant à mettre fin au statut de protection temporaire pour 57.000 Honduriens, et les déportations de masse. Des centaines de milliers de personnes qui tentent d'échapper aux conditions désespérées et mortelles du pays et des villes du Honduras, avec ses nombreux gangs et sa répression brutale de l'État, sont renvoyées chez elles.

Les dernières manifestations annoncent des bouleversements sociaux impliquant les secteurs les plus larges de travailleurs et d'opprimés. L'impérialisme américain et son État vassal hondurien se préparent en renforçant l'appareil répressif et en utilisant la fraude électorale et l'armée pour maintenir au pouvoir leurs représentants politiques préférés. C'est ainsi que 32 manifestants ont été tués lors de manifestations contre la fraude électorale en novembre 2017.

Depuis le coup d'État de 2009, selon le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), le budget militaire hondurien a triplé, atteignant une proportion du PIB jamais vue depuis 1990. Sans compter les centaines de millions de dollars d'aide militaire du Pentagone, qui utilise ses bases militaires au Honduras comme plate-forme de lancement pour des interventions dans toute la région.

Andrea Lobo

Article paru en anglais, WSWS, le 2 mai 2019

Articles Par : [Andrea Lobo](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca